

## UN DÉSENGAGEMENT MASSIF DE L'ÉTAT

**1,36 Md€**

Subvention d'État en 2009

**1,13 Md€**

Subvention d'État en 2026

**1,80 Md€**

Nécessaire pour maintenir l'engagement (inflation +32,5%)

**73 %**

Du budget global (7,059 Md€) provient de l'UNEDIC

### UN FINANCEMENT EN CHUTE LIBRE DEPUIS 2009

Notre institution vit au rythme du désengagement massif de l'État depuis 2009 : la subvention d'État de 2009 était de 1,36 milliards d'euros, elle est de 1,13 en 2026. En euros constants de 2009 avec une inflation de 32,5 %, pour maintenir l'engagement de l'État il aurait donc fallu une subvention de 1,80 milliards.

Face à la contribution de l'UNEDIC ce déséquilibre est encore plus inquiétant : en 2009 le rapport entre contribution/subvention était de **2,23**, en 2026 le rapport est passé à **4,56**. Plus de **73 %** de notre budget global (**7,059 milliards**) provient de l'assurance chômage. L'addition du financement d'État, le FSE et les autres subventions ne pèse plus que **755 millions d'euros**.

### UNE CONVENTION TRIPARTITE BAFOUÉE

France Travail, l'État et l'UNEDIC ont signé une convention tripartite 2024/2027 indiquant une subvention de 1,35 milliards d'euros par an. En 2025, l'État n'a pas honoré sa signature avec une subvention de 1,2 milliards, et en 2026 il ne versera que 1,13 milliards. En deux années, c'est donc **361 millions d'euros qui manquent dans nos caisses**. Cette saignée s'inscrit dans un contexte où l'inscription de tous est intervenue : 1,2 million d'inscrits supplémentaires.

### DES EFFECTIFS EN REcul, DES MISSIONS EN HAUSSE

Ce désengagement est visible y compris dans le volume des emplois de notre institution : de **53216** collègues en 2024, nous passons à **51897** en 2026. C'est donc **-1319 postes** qui ont disparu dans notre plafond d'emploi, marquant aussi une volonté de l'État de tailler dans nos effectifs.

Moins d'emplois, moins de budget : voici le cocktail explosif qui accompagne l'année 2026. Alors que nous sommes censés consolider la « loi plein emploi » comme l'annonce la DG ; c'est plus de missions, plus d'obligations avec une force de travail réduite et des moyens d'accompagner des usagers en perpétuelle baisse depuis 4 ans.

### FO DÉNONCE CE DÉSENGAGEMENT

- **FO** dénonce le non-respect par l'État de la convention tripartite 2024/2027 et les 361 millions d'euros manquants en deux ans.
- **FO** exige le maintien des effectifs : la suppression de 1 319 postes est inacceptable face à l'augmentation des missions.
- **FO** rappelle que 73 % du budget provenant de l'UNEDIC crée une dépendance structurelle qui met en péril l'indépendance du service public de l'emploi.

Pour défendre vos droits et vos conditions de travail, [rejoignez la Cgt-FO France Travail](#)